



COMMUNE
DE
MONTCHERAND
Sur la Place 1

MUNICIPALITE DE
MONTCHERAND

Préavis n° 02/2016 du 12 septembre 2016

Préavis municipal relatif à l'arrêté d'imposition 2017-2021

1. But du préavis

Le présent préavis demande l'approbation de l'arrêté d'imposition pour les années 2017-2021.

2. Préambule

L'arrêté d'imposition a été accepté par le Conseil Général du 8 octobre 2015, pour l'année 2016, avec une hausse de 3 points d'impôts de 69 % à 72 % de l'impôt cantonal de base, ainsi que l'augmentation de l'impôt foncier de -.60 cts à CHF 1.- par mille francs sur les immeubles. Le gain global avait été estimé à CHF 82'000.-.

Comme pour la législature précédente, la Municipalité propose d'accepter l'arrêté d'imposition pour 5 ans, en rappelant que, même si l'arrêté d'imposition a été accepté pour plusieurs années, celui-ci peut être modifié avant l'échéance par une nouvelle décision du Conseil général (préavis municipal suite à une volonté de la Municipalité ou à une motion du Conseil général).

3. Situation des comptes 2015

Les comptes 2015 ont bouclé avec un léger déficit de CHF 16'000.00, ce qui correspond à un peu plus d'un point d'impôt. De plus, il reste toujours l'inconnue de l'impôt des personnes morales représentant env. 2 points d'impôts.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité a décidé de ne pas modifier l'arrêté d'imposition pour l'année 2017-2021, mis à part l'impôt sur les chiens,

4. Situation pour l'année 2017

Impôt cantonal de Base	100 %
Taux de l'impôt communal 2017-2021	72 %
Taux de l'impôt cantonal 2017	154.5 %
Total des impôts communaux et cantonaux	226.5 %

Le total des impôts communaux et cantonaux s'élève à 226.5 % pour l'année 2017, Il est inchangé par rapport à 2016.

5. Autres taxes

La taxe sur les chiens est modifiée et passe à CHF 50.- par chien.
Aucune modification n'est proposée concernant les autres taxes.

10. Conclusion

En conclusion des éléments ci-dessus, la Municipalité invite le Conseil général à bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL GENERAL DE MONTCHERAND

Sur proposition de la Municipalité, entendu le rapport de la Commission des finances et considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

Décide :

1. Le taux d'impôt communal pour les années 2017 à 2021 est fixé à **72 %** de l'impôt cantonal de base
2. La taxe sur les chiens passe de CHF 30.- à CHF 50.-.
3. Les autres impôts et taxes ne sont pas modifiés.

Le syndic : Bertrand Gaillard



La Municipalité



La secrétaire : Sandra Cunsolo



A retourner en 4 exemplaires daté et signé
à la préfecture pour le... 28 octobre 2016.

District deJura-Nord-Vaudois
Commune de .. Montcherand

ARRETE D'IMPOSITION

pour les années 2017 - 2021

Le Conseil général de... Montcherand

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LICom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

arrête :

Article premier - Il sera perçu pendant 5 ans, dès le 1er janvier 2017....., les impôts suivants :

1 Impôt sur le revenu, impôt sur la fortune des personnes physiques, impôt spécial dû par les étrangers.

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **72**..... % (1)

2 Impôt sur le bénéfice et impôt sur le capital des personnes morales.

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **72**..... % (1)

3 Impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise.

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **72**..... % (1)

4 Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées.

.....
.....

Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le
revenu, le bénéfice et l'impôt minimum

0.....%

(1) Le pour-cent doit être le même pour ces impôts.

5 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles.

Immeubles sis sur le territoire de la commune : par mille francs **1.0...Fr.**

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art.20 LICom) :
par mille francs **0.5...Fr.**

Sont exonérés :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;
- c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

6 Impôt personnel fixe.

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier : **Néant**

Sont exonérés :

- a) les personnes indigentes;
- b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
- c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

7 Droits de mutation, successions et donations

a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers :
par franc perçu par l'Etat **50cts**

b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)

en ligne directe ascendante :	par franc perçu par l'Etat	50cts
en ligne directe descendante :	par franc perçu par l'Etat	50cts
en ligne collatérale :	par franc perçu par l'Etat	100cts
entre non parents :	par franc perçu par l'Etat	100cts

8 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).
par franc perçu par l'Etat **50cts**

9 Impôt sur les loyers.

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble.)
Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune pour-cent du loyer **0.....%**

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcatons pour charges de famille suivantes :

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.

(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

10 **Impôt sur les divertissements.**

Sur le prix des entrées et des places payantes :

0.....cts

ou

..0%

Notamment pour :

- a) les concerts, conférences, expositions, représentations théâtrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
- b) les manifestations sportives avec spectateurs;
- c) les bals, kermesses, dancings;
- d) les jeux à l'exclusion des sports.

Exceptions :

10bis **Tombolas** (selon art.15 et 25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos) : .0cts

Lotos (selon art.25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos): .0cts

Limité à 6% : voir les instructions

11 **Impôt sur les chiens.** par franc perçu par l'Etatcts

(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant

la perception de l'impôt sur les chiens.)

ou par chien

50.....Fr.

Catégories :Fr. ou
.....cts

Exonérations : Les chiens de moins de 3 mois, de police et militaires, les chiens appartenant aux personnes âgées bénéficiant de prestations complémentaires AVS qui en font la demande

Article 2. - Il sera perçu pendant la période fixée à l'article premier, en centimes additionnels aux autres impôts cantonaux prévus par la loi annuelle d'impôt :

12 **Taxe sur la vente des boissons alcooliques**

(selon art. 53a, 53e et 53i de la loi sur les auberges et débits de boissons LADB)

Taxe d'exploitation perçue auprès des titulaires de licences de débits de boissons alcooliques à l'emporter

Limité à 1% du chiffre d'affaires moyen, net de la TVA : voir les instructions

Choix du système de perception

Article 3.- Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'Administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38 a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, LICom).

Échéances

Article 4.- La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 12 les termes généraux d'échéance.

Paiement -
intérêts de retard

Article 5. - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à ...7...% l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 13 al. 1)

Remises d'impôts

Article 6. - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.

Infractions

Article 7. - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.

Soustractions
d'impôts

Article 8. - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre...2... fois (maximum huit fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustraite, indépendamment de celui-ci. Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.

Commission
communale de
recours

Article 9. - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux

Recours au
Tribunal cantonal

Article 10. - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.

Paiement des
impôts sur les
successions et
donations par
dation

Article 11.- Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 "sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations" modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

Ainsi adopté par le Conseil général dans sa séance du ..13 octobre 2016...

La présidente :



Le sceau



La secrétaire :



Approuvé par la Cheffe du département des institutions et de la sécurité.....

(publication FAO annexée)